

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/112

26 janvier 1996

(96-0283)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'AUSTRALIE¹ AU SUJET DE
LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR
LA REPUBLIQUE DE COREE² AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6
DE L'ACCORD

La Mission permanente de la République de Corée a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 janvier 1996.

Question 1

Il est signalé dans l'introduction que la révision de certaines dispositions de la loi sera achevée le 1er juillet 1995 et notifiée au Comité. La Corée pourrait-elle dire ce qu'il en est actuellement quant à la publication et la notification des textes révisés?

Réponse 1

Les dispositions législatives de la Corée concernant les sauvegardes, contenues dans la Loi relative au commerce extérieur, ont été notifiées le 15 mars 1995. Cependant, le Décret d'application de ladite loi était alors en cours de révision et ne pouvait donc pas être notifié en même temps. De plus, une fois la révision achevée, la notification a été retardée par les difficultés rencontrées dans l'établissement de la version anglaise. Nous regrettons de ne pas avoir pu ménager aux autres pays Membres un délai suffisant pour examiner le Décret d'application.

Question 2

Lors de l'examen de la législation coréenne sur les droits antidumping et droits compensateurs à la réunion conjointe du Comité des pratiques antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires tenue en juillet 1995, la Corée a expliqué comment l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires avaient le même statut que les autres textes législatifs en droit coréen. En va-t-il de même pour l'Accord sur les sauvegardes? Dans l'affirmative, la Corée est priée de préciser les points suivants:

- a) Quel rang l'Accord sur les sauvegardes occupe-t-il par rapport aux lois, règlements et autres dispositions administratives de la Corée?

¹G/SG/W/45.

²G/SG/N/1/KOR/1.

Réponse 2

- a) La hiérarchie des normes juridiques coréennes s'établit comme suit: Constitution, lois, décrets d'application promulgués par le Président de la République, par le Premier ministre et par les différents ministres. L'article 6 de la Constitution dispose que les accords signés et notifiés conformément à la Constitution, ainsi que les lois et règlements internationaux approuvés, ont effet au même titre que les lois nationales. Par ailleurs, l'article 60 de la Constitution mentionne les accords relevant des grandes organisations internationales. Les Accords de l'OMC ont donc effet au même titre que les lois nationales, ce qui ne veut pas dire que tous les accords, d'une manière générale, sont directement applicables en Corée. S'agissant des accords commerciaux, le gouvernement coréen a l'obligation constitutionnelle de rendre les lois nationales conformes aux accords internationaux.

Question 2

- b) **Les textes législatifs ultérieurs (y compris les règlements et autres dispositions administratives) prévaudront-ils sur l'Accord sur les sauvegardes? Par exemple, le nouveau règlement envisagé l'emporterait-il sur l'Accord sur les sauvegardes en cas de conflit constaté par un tribunal?**

Réponse 2

- b) Une fois modifiées, les lois prévalent sur l'Accord sur les sauvegardes.

Question 2

- c) **En l'absence de disposition expresse dans les règlements, à quel niveau hiérarchique les fonctionnaires sont-ils habilités à interpréter l'Accord sur les sauvegardes et à déterminer la procédure à suivre pour l'imposition d'un droit antidumping ou compensateur?**

Réponse 2

- c) Les membres de la Commission coréenne du commerce extérieur sont habilités à agir en ce sens.

Question 2

- d) **En cas de conflit entre l'Accord sur les sauvegardes et d'autres lois, les fonctionnaires chargés de l'enquête pourraient-ils décider quel texte l'emporte sur les autres?**

Réponse 2

- d) Oui, dans ces cas, les fonctionnaires chargés de l'enquête sont habilités à prendre cette décision.

Question 2

- e) Une partie intéressée peut-elle faire appel devant les tribunaux au sujet de l'interprétation de l'Accord sur les sauvegardes par les fonctionnaires?

Réponse 2

- e) Une partie intéressée a bien entendu le droit de faire appel devant les tribunaux.

Question 2

- f) **Comment la Corée traiterait-elle une divergence de vues concernant l'interprétation de l'Accord sur les sauvegardes entre un tribunal coréen et l'Organe de règlement des différends de l'OMC?**

Réponse 2

- f) La question de l'acceptation des déterminations effectuées par l'Organe de règlement des différends (ORD) ne se pose pas uniquement pour les sauvegardes. La législation coréenne ne contient actuellement aucune disposition régissant spécifiquement l'acceptation des déterminations de l'ORD. La Corée s'en tiendra donc à la pratique qu'elle suit généralement en ce qui concerne l'exécution des obligations internationales.

Loi relative au commerce extérieurQuestion 3

Existe-t-il des dispositions prévoyant la publication d'un avis au public concernant une enquête et du rapport contenant les constatations et conclusions?

Réponse 3

Les articles 66.2) et 68.3) du Décret d'application concernent la publication d'avis au public. Il est envisagé de fondre ces deux dispositions en une seule.

Question 4

Comment la Corée définit-elle le champ couvert par l'expression "branche de production nationale"?

Réponse 4

L'article 64 du Décret d'application définit le champ couvert par l'expression "branche de production nationale". Conformément à l'Accord, cette expression s'entend de l'ensemble des producteurs des produits similaires ou directement concurrents ou des producteurs qui représentent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits.

Question 5

Dans les versions anglaises, les termes "serious damage" utilisés à l'article 32 sont-ils interprétés de la même manière que les termes "serious injury" figurant à l'article 4:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes?

Réponse 5

Le terme "damage" dans la version anglaise des lois coréennes a la même signification que les termes "serious injury" figurant dans l'Accord.

Question 6

L'article 33.4) mentionne une détermination selon laquelle "aucun dommage" n'a été causé et l'article 34.1) une détermination de l'existence d'"un dommage". S'agit-il dans ces cas de "dommage grave"?

Réponse 6

Le terme "dommage" ("damage") employé dans les lois coréennes signifie "dommage grave" ("serious damage") et a la même signification que les termes "dommage grave" ("serious injury") figurant dans l'Accord.

Question 7

Existe-t-il une disposition prévoyant que, pendant l'enquête, toutes les parties intéressées pourront défendre leurs intérêts et avoir accès aux communications des autres parties?

Réponse 7

L'article 67-2 du Décret d'application garantit ces droits aux parties intéressées.

Question 8

La Commission du commerce extérieur doit-elle limiter ses recommandations aux mesures de sauvegarde nécessaires pour prévenir ou réparer un dommage grave et pour faciliter les ajustements? Est-elle tenue de se conformer aux dispositions de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes dans toute recommandation concernant des restrictions quantitatives?

Réponse 8

Du fait qu'il s'agit de "mesures correctives", les mesures de sauvegarde ne sont appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. L'article 72-2.3) du Décret reprenant les termes de l'article 5 de l'Accord, la Commission se conforme aux dispositions de l'Accord en ce qui concerne les restrictions quantitatives.

Question 9

L'article 34.1) 1 prévoit des restrictions concernant non seulement "la quantité", mais aussi "la qualité, etc., des produits importés". Cette disposition s'applique-t-elle aux mesures de sauvegarde prises en vertu de l'Accord sur les sauvegardes? Dans ce cas, comment les restrictions seraient-elles justifiées sur le plan de la qualité et quels autres aspects sont envisagés sous "etc."?

Réponse 9

Les restrictions à l'importation liées à la qualité visent à empêcher les importations de produits de mauvaise qualité en provenance de pays non Membres de l'OMC. Cependant, aucune restriction n'a été appliquée à ce titre jusqu'à présent, et de telles restrictions ne seront pas imposées en tant que mesures de sauvegarde à l'égard des Membres de l'OMC. Le terme "etc." ne renvoie à rien d'autre que les mesures indiquées.

Question 10

L'article 34.1) 5 mentionne des mesures de suspension ou de prohibition des importations applicables à des produits ou à des négociants spécifiés. S'applique-t-il aux mesures de sauvegarde relevant de l'Accord sur les sauvegardes? Dans l'affirmative, comment ces mesures peuvent-elles être justifiées? Quelles autres mesures sont envisagées à l'article 34.1) 6?

Réponse 10

L'article 34.1) 5 ne prévoit pas de mesure de sauvegarde mais des mesures à prendre en cas d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Les "autres mesures" mentionnées à l'article 34.1) 6 s'entendent des mesures énumérées à l'article 72.2) du Décret d'application. L'expression "d'autres mesures" figurant à l'article 72.2) 5 du Décret signifie diverses mesures visant à faciliter l'ajustement.

Question 11

L'article 34.3) prévoit un délai plus long "s'il faut consulter les principaux pays intéressés". Dans quels cas ne serait-il pas nécessaire de consulter les autres gouvernements intéressés? Quels fournisseurs sont visés par l'expression "principaux pays intéressés"?

Réponse 11

Dans la loi coréenne, l'expression "principaux pays intéressés" s'entend des Membres ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré, conformément à l'article 12:3 de l'Accord.

Question 12

La Corée pourrait-elle expliquer l'application de l'article 34.5)? En particulier, qui sera chargé de décider s'il existe des raisons de rapporter les mesures correctives, et qui sera chargé de connaître l'opinion de la Commission du commerce extérieur à ce sujet? Y aura-t-il en pareil cas enquête publique et rapport?

Réponse 12

C'est le ministre concerné qui décide s'il existe des raisons de rapporter les mesures correctives et qui est chargé de connaître l'opinion de la Commission du commerce extérieur à ce sujet. Il n'est pas mené d'enquête publique en vue de l'abrogation d'une mesure de sauvegarde et la décision pertinente est prise sur la base de l'examen approprié effectué par l'organisme administratif.

Question 13

La Commission du commerce extérieur devra-t-elle déterminer s'il existe un lien de causalité avant de formuler une recommandation au titre de l'article 35.1) concernant l'imposition de mesures provisoires?

Réponse 13

Oui, une détermination de l'existence d'un lien de causalité doit aussi être effectuée dans le cas de mesures provisoires.

Question 14

La section 2-2 (article 36-2) se rapporte aux mesures de restriction des importations de textiles et de vêtements. De telles mesures seraient-elles prises en vertu de l'Accord sur les sauvegardes ou en vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements? S'il s'agit du premier de ces accords, suivra-t-on les mêmes procédures que pour d'autres secteurs?

Réponse 14

L'article 36-2 prévoit des mesures de sauvegarde transitoires qui relèvent de l'Accord sur les textiles et les vêtements et non de l'Accord sur les sauvegardes.

Loi tarifaire

Question 15

L'article 12 prévoit l'imposition de droits de douane supplémentaires équivalant à la différence entre le prix intérieur et le prix dans le pays étranger. s'applique-t-il sous réserve des dispositions de la Loi relative au commerce extérieur qui sont reproduites dans la notification? Le montant des droits de douane additionnels imposés au titre de l'article 34 de ladite loi est-il de ce fait limité? Ce montant pourrait-il, par conséquent, varier avec le temps? Comment le prix intérieur et le prix dans le pays étranger seraient-ils déterminés?

Réponse 15

Oui, après enquête et recommandation formulée par la Commission du commerce extérieur en vertu de l'article 34 de la Loi relative au commerce extérieur, le Ministre des finances et de l'économie peut imposer des droits d'urgence au titre de l'article 12 de la Loi tarifaire. Le membre de phrase "équivalant à la différence entre le prix intérieur et le prix dans le pays étranger" sera peut-être supprimé lors de la prochaine révision de la Loi tarifaire.